Légation de Finlande au Portugal. — Lisbonne,
le 6 Avril 1963.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre, en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir ce qui suit:

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en vue de faciliter les voyages entre le Portugal et la Finlande le Gouvernement Portugais est prêt à conclure avec le Gouvernement Finlandais un accord sur la suppression réciproque des visas de passeports dans les termes suivants:

1. Les ressortissants finlandais, munis de passeports valables, délivrés par les autorités finlandaises compétentes, seront libres de se rendre au Portugal continental et aux îles adjacentes (archipels de Madère et des Açores) sans aucun visa diplomatique ou consulaire pour séjour temporaire, en traversant le pays ou en vue d'affaires ou de tourisme.

2. Les ressortissants portugais, munis de passeports valables délivrés par les autorités portugaises compétentes, seront libres de se rendre en Finlande sans aucun visa diplomatique ou consulaire pour séjour temporaire, en traversant le pays ou en vue d'affaires ou de tourisme.

3. Par séjour temporaire est entendu au Portugal un séjour d'une durée qui ne dépasse pas deux mois consécutifs, et en Finlande un séjour d'une durée qui ne dépasse pas trois mois consécutifs à partir de la date d'arrivée dans l'un ou l'autre des quatre pays nordiques, à savoir: la Finlande, le Danemark, la Norvège et la Suède.

4. Une prolongation des périodes de deux, respectivement trois mois, prévues dans le paragraphe précédent, peut être exceptionnellement accordée par les autorités compétentes de chacun des deux pays pour des raisons qu'il leur appartiendra exclusivement d'apprécier.

5. Toutefois, les ressortissants finlandais qui désirent se rendre au Portugal continental et aux îles adjacentes, et les ressortissants portugais qui désirent se rendre en Finlande afin d'y établir leur résidence ou d'y exercer une activité professionnelle quelconque, rémunérée ou non, devront se munir d'un visa de passeport.

6. Qu'ils doivent ou non se munir d'un visa de passeport, les ressortissants des deux États contractants restent soumis à la législation, aux règlements et autres dispositions applicables aux étrangers, dès qu'ils entrent dans le territoire de l'autre pays. Ceci s'applique tout particulièrement à l'obligation de se soumettre aux lois et règlements en vigueur dans les deux pays; concernant les permis de travail.

7. Les autorités compétentes de chacun des deux pays se réservent le droit de refuser l'entrée ou le séjour dans leur territoire respectif aux personnes qui seraient considérées indésirables.

8. Chacun des deux Gouvernements peut suspendre temporairement le présent Accord pour des raisons d'ordre public; la suspension doit être immédiatement notifiée à l'autre Gouvernement par la voie diplomatique.

Si le Gouvernement Finlandais est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de suggérer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence en

termes similaires soient considérées comme un accord intervenu entre nos deux Gouvernements, lequel entrera en vigueur le 1^{er} mai 1963 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de deux mois à partir de la date de sa dénonciation par une des Parties Contractantes.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Finlandais est d'accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

H. von Knorring

Son Excellence Monsieur le Dr. Alberto Franco Nogueira, Ministre des Affaires Étrangères, etc. Lisbonne.

Secretaria-Geral do Ministério dos Negócios Estrangeiros, 13 de Abril de 1963. — O Secretário-Geral, *José Luis Archer*.

MINISTÉRIO DA ECONOMIA

SECRETARIAS DE ESTADO DA AGRICULTURA, DO COMÉRCIO E DA INDÚSTRIA

Decreto-Lei n.º 44 989

Usando da faculdade conferida pela 1.^a parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. — 1. No exercício das funções de coordenação referidas no artigo 3.º do Decreto-Lei n.º 41 824, de 13 de Agosto de 1958, pode o Ministro da Economia avocar aquelas das competências conferidas aos Secretários de Estado do Ministério da Economia cujo exercício interesse a mais de uma Secretaria de Estado ou seja indispensável para a realização das funções ministeriais de coordenação.

2. A avocação faz-se por despacho de que conste a indicação expressa e precisa das competências avocadas e, quando a avocação for temporária, o seu prazo de duração.

3. Dos actos administrativos definitivos e executórios praticados pelo Ministro da Economia no exercício de competência avocada cabe recurso para o Supremo Tribunal Administrativo.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 20 de Abril de 1963. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — *António de Oliveira Salazar* — *José Gonçalo da Cunha Sottomayor Correia de Oliveira* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Alfredo Rodrigues dos Santos Júnior* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Joaquim da Luz Cunha* — *Fernando Quintanilha Mendonça Dias* — *Alberto Marciano Gorjão Franco Nogueira* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *António Augusto Peixoto Correia* — *Inocência Galvão Teles* — *Luis Maria Teixeira Pinto* — *Carlos Gomes da Silva Ribeiro* — *José João Gonçalves de Proença* — *Pedro Mário Soares Martinez* — *Luis Le Cocq de Albuquerque de Azevedo Coutinho* — *Armando Ramos de Paula Coelho*.

Para ser presente à Assembleia Nacional.